



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Arrêté n° PCICP2025104-0003

Arrêté portant mesures d'urgence relatives à l'arrêt des activités de découpe de pales sur le parc éolien exploité par société d'Exploitation Éolienne d'Orvilliers et Mesgrigny (SEEOM) située sur le territoire des communes de CHÂTRES, de MESGRIGNY et d'ORVILLIERS-SAINT-JULIEN

Le préfet de l'Aube,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment les articles L. 181-14, R. 181-45, R. 181-46 et L. 512-20 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE préfet de l'Aube ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2014049-0004 du 11 février 2014 ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2025072-0002 du 13 mars 2025 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations classées s'est rendue sur le parc éolien exploité par la Société d'Exploitation Éolienne d'Orvilliers et Mesgrigny (SEEOM) en date du 11 avril 2025 ;

CONSIDÉRANT que lors de cette inspection :

- deux bennes contenant des morceaux de pales d'éoliennes ont été constatées à l'entrée du site, le long de la départementale D7, en libre accès et sans dispositif de sécurisation ;
- une pale d'éolienne était entreposée au sol sur le flanc de l'éolienne identifiée OR8, sans périmètre de sécurité ;
- sur la plateforme de l'éolienne OR8, étaient stockés des matériels tels qu'un groupe électrogène, une mini-nacelle et un bloc sanitaire ;
- aucune présence de l'exploitant n'a été détectée ;

CONSIDÉRANT que les morceaux de pales entreposés dans les bennes précitées proviennent du parc éolien exploité par la SEEOM ;

CONSIDÉRANT qu'aucune mesure de sécurisation n'était mise en place autour des zones de stockage ou d'intervention ;

CONSIDÉRANT qu'il est indéniable que des opérations de démantèlement et de découpe des pales ont été menées sans les autorisations requises et qu'elles ne sont toujours pas finalisées ;

CONSIDÉRANT que ces opérations de découpe sont de nature à générer des envols de poussières ou de transfert dans les sols de matières, notamment par lixiviation ;

CONSIDÉRANT que cette activité n'a fait l'objet d'aucune déclaration ou information préalable auprès de l'autorité administrative compétente et d'aucune présentation des mesures visant à protéger la santé des riverains du site et/ou l'environnement, mais aussi des travailleurs appelés à intervenir sur le site ;

CONSIDÉRANT qu'aucune opération d'entreposage, dépollution, démantèlement, découpe de pales d'éoliennes n'est autorisée sur le site ;

CONSIDÉRANT en conclusion que, d'une part les activités constatées, relevant a minima du découpage et de l'entreposage de déchets, sont exercées illégalement sur le site, et d'autre part qu'il n'est pas démontré que ces activités non autorisées ne génèrent pas des impacts inadmissibles sur les riverains du site (agriculteurs exerçant à proximité du site), sur l'environnement, mais également sur les travailleurs réalisant ces opérations ;

CONSIDÉRANT, par conséquent, que les activités détectées sur le site sont de nature à présenter des nuisances ou dangers pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 512-20 du code de l'environnement prescrit « *En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente* » ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire et urgent de suspendre les activités non autorisées pour protéger les personnes œuvrant à proximité du site, l'environnement et potentiellement les travailleurs ;

CONSIDÉRANT que l'urgence de la situation est démontrée par les effets potentiels générés par les activités illégales exercées sur le site et par l'absence de mise en sécurité du chantier lors de la visite inopinée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que l'urgence à agir justifie d'une part, l'absence de consultation pour avis de la Commission de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) et d'autre part, l'absence de mise en œuvre de la procédure contradictoire réglementaire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

Article 1 : Arrêt des travaux

La Société d'Exploitation Éolienne d'Orvilliers et Mesgrigny (SEEOM), dont le siège social est implanté 18 rue du Quatre Septembre, 34500 BEZIERS, pour ses installations exploitées sur le territoire des communes de CHÂTRES, de MESGRIGNY et d'ORVILLIERS-SAINT-JULIEN :

- procède immédiatement à l'arrêt de toutes les activités de démantèlement, dépollution, découpage, stockage de déchets sur son site ;
- évacue sous 1 jour les bennes de déchets présentes sur le site ;
- met en sécurité son site sous 2 jours via possiblement un gardiennage 24/24 ;
- transmet à l'inspection des installations classées, sous 2 jours, les mesures prises avant l'arrêt des travaux pour protéger les riverains du site et l'environnement. Il sera également justifié lors de cette transmission de leur pertinence et suffisance, notamment au regard des possibles transferts de matières qui auraient pu avoir lieu dans les sols et d'air.

La levée de cet arrêté est subordonnée à :

- la transmission des éléments susmentionnés ;
- la rédaction d'un rapport de l'inspection des installations classées précisant que toutes les conditions de reprise du chantier sont remplies.

Article 2 : Sanctions

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article premier du présent arrêté dans les délais imposés, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Notification et publication

Le présent arrêté est notifié à la Société d'Exploitation Éolienne d'Orvilliers et Mesgrigny.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de deux mois.

Il est affiché en mairies de CHÂTRES, de MESGRIGNY et d'ORVILLIERS-SAINT-JULIEN pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par les maires à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de la concertation publique.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et les maires des communes susmentionnées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Troyes, le **14 AVR. 2025**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Mathieu ORSI

Délais et voies de recours : En application des articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement et de l'article R. 311-5 du code de justice administrative, la présente décision peut être déférée devant la cour administrative d'appel de Nancy par voie postale à l'adresse suivante : 6 rue de Haut Bourgeois, 54000 NANCY ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Obligation de notification des recours : Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.